

Rapport

Emploi des caméras individuelles par les agents de police municipale

Ce rapport est établi conformément au décret N° 2016-1861 DU 23 décembre 2016 qui prévoit en son article 10 la transmission au Ministre de l'intérieur d'un rapport sur l'emploi des caméras individuelles des agents de police municipale.

1) Encadrement législatif et réglementaire

Décret N° 2016-1861 du 23 décembre 2016 relatif aux conditions d'expérimentation de l'usage de caméras individuelles par les agents de police municipale dans le cadre de leurs interventions (parution au journal officiel le 27/12/2016)

Article 114 de la loi N° 2016-731 du 3 juin 2016 renforçant la lutte contre le crime organisé, le terrorisme et leur financement. Il autorise les agents de police municipale à procéder à un enregistrement audiovisuel de leurs interventions .

Convention de coordination du 22 juillet 2016

Arrêté préfectoral du 15 septembre 2017 qui autorise le service de police municipale de la commune d'Eybens à utiliser deux caméras piétons.

Déclaration à la CNIL

2) Objectifs

La ville d'Eybens a équipé le service de police municipale de caméras individuelles afin de procéder à un enregistrement audiovisuel de ses interventions.

Cet enregistrement a pour finalité:

- **La prévention des incidents** : par le port visible et dissuasif de ce matériel. Par ailleurs l'information de l'utilisation de ce matériel a été faite par le biais du bulletin municipal.
- **Le constat des infractions** : le déclenchement de la caméra après information de sa mise en route auprès du contrevenant permet de fixer le déroulement de l'intervention.
- **La formation des agents** : le cas échéant une scène peut être extraite pour la visualiser et travailler sur son déroulement et prévoir une amélioration des procédures d'intervention.

3) Matériel utilisé

- Deux caméras individuelles mobiles PM/ conformes au décret avec horodatage, mémoire interne sécurisée, sécurisation des enregistrements et signal lumineux, témoin de sa mise en fonction.
- Un disque dur externe, placé dans un coffre fort, destiné au stockage et à la gestion des données.
- Un registre d'extraction

4) Bilan de l'utilisation.

L'expérimentation prévue sur trois ans pour des raisons de mise en place des autorisations administratives ne portera que sur 10 mois : de septembre 2017 à juin 2018.

Durant cette expérimentation trois extractions ont été effectuées afin d'être jointes à des procédures judiciaires pour les motifs suivants :

- Outrage à agents de la force publique

Durant cette même période, cinq consultations par le référent GTPI (Gestes Techniques Professionnels en Intervention) ont été effectuées afin d'effectuer des débriefings.

Chaque patrouille au départ du poste se dote d'une caméra.

Le port visible de la caméra invite l'usager ou le contrevenant à réguler son attitude face aux agents lors de l'intervention et garantit le professionnalisme de l'intervention.

5) Retour d'expériences des agents porteurs de la caméra.

Un très bon outil qui sécurise et dissuade. Les situations conflictuelles sont très souvent désamorcées dès que l'information de la mise en route de la caméra est donnée à l'usager ; à l'exception toutefois de quelques cas où le contrevenant souvent défavorablement connu du service est encore plus exaspéré.

Le dispositif est systématiquement mis en route après information à l'usager et permet le cas échéant de fixer la scène pour éventuellement décider de joindre l'extraction à une procédure de mise à disposition après avis OPJ. A ce jour cette possibilité n'a pas été utilisée. Le simple énoncé de la mise en route permet d'apaiser le déroulement de l'intervention.

CONCLUSION

Pour le service de police municipale, l'expérimentation des caméras piétons est positive. L'utilisation de ce matériel a une vocation préventive et régule le déroulement des interventions. C'est un outil qui concourt à la sécurité des agents dans leur mission quotidienne.

Joël SEGUIN

Chef de service de Police Municipale